

UNE APPROCHE DU PARCOURS de LUIS ANDRES MIRA BARNES, *El Moro*¹

Andrès est l'un des fils de José Mira Martínez, né à Caudete (Castille) en 1904, affilié à la CNT, membre du Comité de guerre de la Colonne Durutti après juillet 1936, puis cadre dans la 26^e Division. Exilé en Algérie après 1939, il habite à Oran en 1945. Il décède en février 1986 à Barcelone².

Andrès naît en 1951 à Oran, qu'il quitte en 1973 avec sa compagne Concepción Martínez Seron, dite «Conchi»³, et son frère, Michel, pour s'inscrire à la faculté de Montpellier, sans doute afin de bénéficier des bourses.

« Comme tant d'autres jeunes fils d'Espagnols, "el Moro" réalisa ses premières actions armées en soutien aux prisonniers du MIL à Montpellier, où il résidait ». (Joni. D., 2014, p. 127).

Andrès dit avoir connu dans cette ville des ex-MIL et s'être engagé avec Jacques Garcin dans les actions de soutien envers les membres des GARI emprisonnés.

(In entretiens Andrès Mira et Jacques Garcin avec Pierre Carles, archives video CRAS, 2003).

En 1976, lors du mouvement national étudiant de l'hiver et du printemps, Michel est incarcéré quelques semaines pour violences, en fait des bousculades envers des enseignants, et Andrès est recherché pour les mêmes raisons. (cf. Rappe, 2021, p. 58)

« Avant de rejoindre Barcelone, Andrès a participé à Montpellier avec d'autres à la rédaction d'une brochure *Le Boycott interrompu. Le roman film d'étudiants soumis par des voyous à une voluptueuse et douloureuse initiation...* ». Publiée pendant les événements du mouvement étudiant, son contenu n'est pas triste ; il porte sur la grève générale dans les facultés qui va durer trois mois, et sur la fin de l'influence gauchiste dans de nombreuses facultés. » (Marinus, 2022)

On a eu accès à quelques coupures de presse de l'époque rassemblées dans cette brochure, dont quelques pages nous ont été fournies par les archives du CRAS. On y apprend que Michel et Andrès étaient de nationalité espagnole :

Libération des 5-6 juin [1976] : « Michel Mira (22 ans) risque l'extradition en Espagne (prison et service militaire). »

Midi Libre 4 juin [1976] [copie peu lisible] : « Michel Mira né à Oran, de nationalité espagnole, étudiant à l'Université Paul-Valéry, domicilié à Montpellier. [...] Le juge d'instruction chargé du dossier [...] qu'il aurait molesté un professeur venu faire passer des examens. Il aurait été reconnu par divers témoins ; en outre Michel Mira [...] qui ne possède pas de pièce de séjour en France se trouve donc [...] au terme des [...] en vigueur en situation irrégulière. Il a été déféré au [...] »

SUD, des 14-20 juin [1976] : « À la suite des incidents du 24 mai dernier survenus lors du passage des examens, deux étudiants de l'Université Paul-Valéry arrêtés sont condamnés à de la prison ferme, [un an dont 4 mois fermes pour Didier Raffanel, 21 ans]. Deux autres dont Jean-Claude Clavier et Michel Mira [22 ans] sont accusés de port d'arme et de menaces de coups. Ils sont en détention. Michel Mira de nationalité espagnole serait expulsé. Son frère André Mira, 25 ans, fait l'objet d'un mandat d'arrêt. »

Suivent des textes signés : « Irresponsables dans les événements du 24-25 mai, nous tenons à le rester », relatant certaines actions de soutien aux emprisonnés « Jean, Didier, Michel, Jean Luc,

¹ Pour le moment nous n'avons trouvé personne parmi ceux qui l'ont connu en Espagne qui confirme le surnom « le pleutre » avancé par David dans son livre ; mais « dans la mouvance en France c'était André, et dans une sphère plus affinitaire c'était "Le pleutre" », nous dit aujourd'hui Marinus de Toulouse.

² Voir <https://durrutisangreanarkista.blogspot.com/2011/11/jose-mira-martinez.html>

³ « Ils s'étaient connus très jeunes à Oran et ont débarqués à Montpellier pour les études. Sympa, discrète, du caractère, quelqu'un sur qui on pouvait compter. Je l'ai vue plusieurs fois lorsqu'elle était la compagne d'André et après, mais je ne suis pas le mieux placé pour en parler. Nanda ou d'autres sur Barcelone ou Montpellier peuvent certainement en dire plus. Question boulot dans les années 80 je crois qu'elle bossait en lien avec une chambre de commerce et qu'elle donnait des cours de langue espagnole par téléphone à des commerciaux, touristes... et à partir des années 90 elle était enseignante au Lycée français de Barcelone. (Marinus, 2022).

Bruno », dont l'annonce de la réalisation d'une émission de radio pirate à l'intérieur de la prison : « Un communiqué passa plusieurs fois entrecoupé de chansons révolutionnaires et de chansons détournées du disque "pour en finir avec le travail". Après quoi, un feu d'artifice illumina toute la prison. »

Un engin explosif fut également jeté contre la porte de la maison d'arrêt de Montpellier.

À la fin du mouvement, Andrés et Conchi – le premier sous une fausse identité – rejoignent Barcelone où vivent parents et frères du premier. « Conchi est issue d'une famille de parents communistes staliniens et a aussi sa mère et un frère qui y vivent. Ils seront rejoints par des amis « étudiants » de Montpellier d'origine espagnole. C'est ce petit réseau affinitaire de Montpelliérains qui est à la base du groupe de Barcelone. (cf. Rappe, 2021, p. 58).

« Andrés était en contact avec divers groupes autonomes en France avant de passer la frontière espagnole au milieu de l'année 1976. Quand il arrive à Barcelone, il côtoie la mouvance autonome libertaire. » (Marinus, 2022)

« Boni et Andrés participaient ensemble à Barcelone à un groupe de libertaires qui s'appelait Solidaridad obrera. Des "contacts" à Perpignan leur ont ensuite procuré des armes dans des boîtes de conserve. Des mitraillettes stens et des pistolets lügers, démontés, pleins de graisse qu'ils ont remontés avec Nanda et Conchi afin de commencer des actions. C'est là qu'ils sont devenus un groupe libertaire autonome. La première arme qu'ils ont eue à Barcelone, ils l'avaient volée à un membre de la police nationale. Andrés, Boni et un troisième camarade ont attaqué et jeté au sol un policier puis l'ont dépouillé de son arme, un pistolet "star". Après l'avoir un peu frappé, ils l'ont laissé dans une porte cochère. Après, ils ont donc eu celles que leurs ont données les camarades de Perpignan. Puis, plus tard, quand ils eurent un peu plus d'argent, ils achetèrent en Suisse, des mitraillettes Flocks et des pistolets. Quand ils faisaient une action, ils ne la revendiquaient jamais. Ils réalisaient alors des « hold-ups » comme au Banco central, sur la Gran Vía, au marché au poisson où de fortes sommes d'argent étaient rassemblées, où encore à la « Once », l'organisme officiel qui collectait l'argent des loteries. Ils répartissaient ensuite l'argent entre les différents groupes militants qui en avaient besoin [ils projetaient même l'achat d'un local pour la CNT de Grenade avec les 8 millions de pesetas⁴] récupérés au marché au poisson. Ils ont aussi financé l'achat d'une presse couleur qui coûtait énormément d'argent, avec des gens de Madrid et de Bilbao qui y ont contribué. Grâce à elle, ils ont pu faire, entre autres choses, des rééditions de livres, en petit format, relatant les souvenirs des républicains qui s'étaient exilés. »

(David Rappe, 2021, p. 59, à partir des entretiens entre Boni et l'équipe du film « Amis dessous la cendre », été 2020)

Entretien avec Boni été 2020 :

« À Solidaridad obrera, nous étions des militants de base, personne n'avait de responsabilités importantes, chacun décidait de ce qu'il devait faire ; on se réunissait avec Andrés ou d'autres, et on voyait ce qu'on avait à faire, et on décidait les actions.[...] En fait, nous, quand on faisait une action, on ne la revendiquait jamais ; [...] Nous avons revendiqué une seule action, que nous avons appelée « le 31 février », qui coïncidait avec le 2 mars, date de l'exécution de Puig Antich. [...] Un jour, il se présente une opération très intéressante, à Málaga, je crois. Il s'agissait d'enlever à son domicile le directeur d'une banque — et sa femme —, de l'emmener à l'agence pour vider le coffre pendant qu'un d'entre nous resterait avec la femme et les enfants du directeur.

On s'est alors réunis avec les gens de Barcelone : Angel, Manu⁵ et tout le monde. Andrés devait venir après, chez moi. Il était convenu que nous, nous irions à Málaga, et que eux resteraient pour s'occuper de la

⁴ Imprudemment confiés au *Rubio* par Boni : ce dernier nous a dit en 2020 que le fric avait disparu entre les mains de cet infiltré.

⁵ Boni le 9 janvier 2022 : « Il s'agissait d'Ángel Vergel – compagnon du Syndicat des Transports que nous avons lancé à Barcelone – et de Manuel Munyé, le compagnon qui lança la bombe contre la porte de la Modelo, pendant que je conduisais la moto. Il était aussi du Syndicat des Transports. [...] Ángel, les flics le prirent avec toutes nos armes qu'on lui avait données à garder. Il n'était pas dans le groupe d'action, mais il était toujours prêt à aider. »

Modelo, [...] à la suite de la lettre que nous avait envoyée Agustín Rueda [...] nous avons lancé, à moto, une bombe sur la porte de La Modelo. La police nous recherchait, mais elle ne savait pas qui on était, car on ne signalait pas nos actions. »

C'est pourquoi ils ne furent arrêtés que par trahison : livré par José Juan Martínez Gómez (*El Rubio*), le groupe de Barcelone tombe les 29 et 30 janvier 1978 : « Après l'arrestation [de Boni et Nanda], leur appartement [calle Zaragoza] est mis sous surveillance et une souricière est installée où tombent Conchi et Andrés, qui avait pour fausse identité Robert Michel Fernández, présenté comme militant français⁶. [...] En arrivant à l'appartement de Boni, Andrés voit que les clés sont restées sur la porte. Comme il connaît Boni comme très discret et prudent, il prend les clés et sonne, en pensant "Tiens, lui qui parle tant de sécurité, il laisse les clés sur la porte..." ». La garde civile ouvre et l'arrête. Andrés est précipité au milieu de l'appartement sous les coups, les menaces et les insultes, pistolet sur la tempe. Il est ensuite plaqué face au mur, menottes aux poignets derrière le dos, tout en continuant à être frappé. Il est embarqué et passe aussi trois longs jours à la caserne de la garde civile, où les tortures sont multiples... ». (Rappe, 2021, p 91)

« En ce qui me concerne, je fus arrêté en arrivant chez Bony [sic]. Jusqu'alors il n'y avait rien contre moi. Je pouvais être n'importe quel membre de la famille, ou un ami, ou simplement le contrôleur de l'EDF. Quelle importance ! On me mit deux révolvers sur les tempes et on me précipita au milieu de l'appartement, au milieu des coups, des menaces et des insultes. Mains derrière le dos, menottes aux poings, on me fit mettre face au mur et ils continuèrent à me frapper. Ils ne m'avaient pas encore demandé les papiers. De là à la caserne de la Guardia civil où siège une sorte de brigade anti-terroriste. Là-bas les tortures furent beaucoup plus variées. Les 3 jours furent longs. Très longs. Des siècles. Il y a des choses dont je ne me souviens pas. Abruti par les coups, certains détails et raffinements dans la torture m'échapperont. Le colonel de la guardia Civil me rappela que nous étions aux mains de l'armée et non pas de la police. Il criait qu'il me ferait pisser du sang et que je sortirai de là-bas ou bien en signant (signé et non pas déclaré) ou bien mort. » (Témoignage d'Andrés publié par le CAR en mars 1978).

Comme Victor et Bernard, Andrés et Boni subissent les menaces de mort, la « bolsa », la « roue » et les coups, attachés sur une chaise, avec des gants de boxe. Boni est aussi menotté les mains en l'air, debout avec les pieds touchant juste le sol toute la nuit en cellule. Conchi et Nanda ont été menacées de viol. » (Rappe, 2021, p. 91)

Andrés (*ibid.*) :

« Par la suite, ils torturèrent Conchi dans une pièce près de la mienne, afin que j'entende ses cris. Ils venaient m'apporter les nouvelles avec un sourire sadique : "elle est bien gentille mais nous sommes en train de la démolir à cause de toi ! Elle est très mal, si tu l'aimes dis-nous tout". Ce fut la phase la plus terrible, la plus douloureuse. [...] La nuit du second jour fut la pire de toutes. D'abord "la bolsa" [...]. Cela consiste en une bourse qu'ils t'enfilent autour de la tête et dont ils ferment la partie inférieure. Ils me l'ôtaient lorsque j'étais

⁶ La police n'avait donc pas logé Andrés : Joni D., 2014, p. 331 : « "El Moro" avait un appartement dans la rue Lepanto où Michel [Miguel Àngel Moreno Patiño] s'installe, et dans lequel se tint aux premiers jours de janvier 1978 une réunion avec un groupe de compagnons de Madrid ».

« Michel, Miguel, Miguelito ou "Le Suisse" était un membre des groupes autonomes. En 1974 il effectuera dix mois de prison à la Santé de Paris pour détention d'armes, dans le cadre de la solidarité avec les membres du MIL (voir le livre du CRAS sur les GARI). En 1976 il s'installe à Barcelone et se lie au groupe autonome où s'activent Andrés, Boni et d'autres. Fin 1976 il est arrêté en Suède pour avoir tenté d'écouler des voyageurs. En novembre 1977, il est extradé de Suède vers l'Espagne. Alors qu'il aurait pu être libéré à son arrivée dans ce pays, il va effectuer un mois de prison – il avait refusé pour des raisons idéologiques la proposition de la CNT de le présenter comme un membre de l'organisation afin de bénéficier de l'amnistie. Il va échapper à la rafle de janvier-février 78.

En mai 1978, lors d'une expropriation à Lloret de Mar en Catalogne, il sera blessé par balle et arrêté ainsi que deux autres compagnons. Il sera condamné à cinq ans de prison, peine qu'il effectuera entièrement. » (Note de Marinus, de janvier 2022)

violet par le manque d'air. [...] Pendant ce temps ils me cognaient les côtes et le foie avec une matraque. La bourse ils me l'appliquèrent 7 à 8 fois. [...]

Ils ne me demandaient pas de déclarer mais de signer ce qui leur passait par la tête et les renseignements qu'ils avaient déjà. Les trois quarts de ma déclaration, ils me la dictèrent avec des noms et faits. Au fur et à mesure qu'ils avaient des nouvelles de Madrid, ils ajoutaient des noms sur la déclaration. Ils voulaient m'inculper pour les affaires [...] dont je n'avais même pas connaissance. »

Dès leur arrivée à la Modelo, Boni et Andrès sont « accueillis » par des membres de la COPEL qui savaient qu'ils étaient incarcérés entre autres pour l'action du 11 janvier devant la prison en soutien à leur lutte. « Ils nous ont pris en main, nous ont donné des couteaux gros comme ça, des couteaux maison – moi c'était pas mon truc – pour nous défendre contre les matons qui allaient à coup sûr venir nous chercher dans la nuit pour nous tabasser dans la cinquième galerie. Ils nous ont dit aussi qu'ils placeraient deux/trois gars dans la galerie pour surveiller, et qu'ils prépareraient tout dans le cas où les matons arriveraient, disaient-il. C'était déjà l'époque où ceux de la COPEL circulaient comme ils voulaient dans la prison, portes ouvertes. Nous les politiques on est arrivés dans une situation que les droits communs avaient créée». (*In* Entretien de P. Carles avec Andrès et Jacques Garcin, 2003).

En mars 1978, Boni, Conchi, Andrès et Nanda rédigent un « Communiqué à l'opinion publique » signé du « Groupe autonome libertaire de Barcelone » :

« Jusqu'à présent seule la police a eu la parole, maintenant vient notre tour. [...] Nous ne prétendons pas exemplariser notre lutte, elle n'a d'autre transcendance que d'être la nôtre, nous ne l'adaptions pas à vie ; elle nous paraît comme la plus efficace MAINTENANT, c'est tout. [...] Nos actions ont toujours une finalité sociale [...] nous ne nous en repentons pas. Cette lutte nous allons la continuer, en prison, avec plus de vigueur que jamais. Nous sommes maintenant dans ce monde obscur que nous dénonçons il y a quelques temps. Ici la terreur et la violence sont sans égales⁷. »

Ils revendiquent par la même occasion certains attentats :

Fin décembre 1977 : Palais de justice de San Feliu et Palais de justice de Barcelone

23 janvier 1978 : Prison Modelo de Barcelone, Asilo Duran (Centre de redressement des mineurs délinquants) et Palais de justice de Granollers ».

Le 2 juin 1978 : Andrès participe à la tentative d'évasion collective de La Modelo : « Notre projet en fait c'était de vider la prison avec l'évasion massive d'au moins 500/600 détenus concentrés dans les égouts ». Ils devaient, de manière coordonnée, partir tous en même temps par trois points de sortie dans la ville. Mais certains n'ont pas tenu parole et sont sortis trop tôt : quarante-cinq détenus se feront la belle. « Ceux de la COPEL qui participaient au projet se sont affolés au vu de la tournure des choses, mais ils ont fait prévenir les "autonomes" de la situation, pour qu'ils retournent dans les galeries ». (*In* Entretien de P. Carles avec Andrès, et Jacques Garcin, 2003).

Les sept-huit mois « d'autogestion de la prison » mise en œuvre par la COPEL vont bientôt s'achever avec cette évasion. Jusque-là non seulement toutes les portes des cellules étaient ouvertes, mais les détenus avaient mis les serrures à l'intérieur et s'enfermaient quand ils le voulaient ; sinon ils passaient leurs journées dans la cour. Andrès : « C'était incroyable, il faudrait réunir plein de monde et faire un film là-dessus [...]. Les couples homo ne se cachaient plus. Il y a eu de bons trucs avec la COPEL, elle a réussi à empêcher les viols de jeunes. Même si certains ont recommencé plus tard, je dois dire que la majorité des *socios* ont pris les choses en main, ils y croyaient ; il régnait une grande solidarité, on faisait des collectes pour ceux qui n'avaient rien. [...] La prison était remplie essentiellement de petits voleurs de poules, des lumpen, qui prenaient dix ans pour un radio-cassette, et pire pour les récidivistes. Ici des droits communs, t'en avais pas, c'étaient tous des *socios*. Il n'y avait pas de grosses mafias comme en France. [...] L'administration ne contrôlait alors quasiment que l'enceinte de la Modelo et s'attachait à empêcher les creusements de tunnels,

⁷ Immédiatement relayé par le CAR, publié ensuite dans la brochure *Insurrection* en 1979, réalisée à Toulouse et imprimée à Perpignan

car chaque groupe creusait le sien. Pour une évasion râlée, tu prenais six mois de taule en plus ». (*Ibid*).

Courant 1978 : « Après être passées par la prison de la Trinidad Vieja à Barcelone, d'où avec la réforme pénitentiaire de Carlos García Valdés les religieuses sont parties au bout de quelques mois, Nanda et Conchi ont été transférées à la prison de femmes de Yaserías à Madrid. Une prison plus grande, avec plus de détenues politiques mais où les conditions sont plus dures en plus du fait d'être plus éloignées de leurs familles. Elles y ont côtoyé des femmes du Grapo et du Frap notamment. » (Rappe, 2021, p. 137, à partir d'un entretien avec Nanda, été 2021)

Le 24 octobre 1979 à Barcelone : la police découvre un tunnel Calle de Vilamari. Il partait d'un appartement loué sous une fausse identité par Fernando Simon Fernández. Il devait arriver aux égouts puis rejoindre la Modelo, toute proche. L'objectif était de faire évader la douzaine de détenus libertaires. Une vingtaine d'autonomes, français et espagnols, ont travaillé pendant plusieurs semaines pour creuser le tunnel, dont Michel le frère d'Andrès. La période des travaux a été financée en partie par des expropriations.

Mais ils ont été obligés de quitter rapidement l'appartement à cause d'un gros problème posé par les sacs de terre accumulés contre un mur dans l'appartement. Les voisins leur ont signalé des fissures de leur côté sur ce mur mitoyen. Le propriétaire a demandé à voir l'appartement... Il a découvert le tunnel et prévenu la police.

Le 23 février 1981 à Madrid, lors du procès du groupe autonome de Barcelone, quarante-cinq années de prison sont réclamées pour Boni, vingt et une pour Andrès et Nanda, et sept pour Conchi. Le jugement est rendu un mois plus tard : dans *La Vanguardia* du 18 mars 1981 un petit article semble les concerner (sans mention des noms) : « Dix ans de prison pour quatre anarchistes catalans [...] qui avaient agi en Catalogne il y a trois ans. Ils sont accusés de onze délits, la plupart étant des vols à main armée et des braquages, et aussi de détentions d'explosifs, d'armes et de munitions.

Conchi avait été mise en liberté provisoire en juin 1979.

Andrès est transféré à Carabanchel puis à Alcalà de Henares. Il continue à participer aux luttes dans les prisons. Andrès et Nanda feront trois ans et demi de prison et sortiront courant 1981. Boni quitta Carabanchel en mai 1983.

Après sa libération Andrès est resté vivre un moment à Barcelone. Mais à la fin de 1982 « il est incarcéré et détenu pendant un an en France à Soissons dans le Nord, pour avoir tenté d'écouler de faux chèques postaux. Au début des années 1990 soupçonné en Espagne d'une tentative d'expropriation, il se réfugie clandestinement avec sa nouvelle compagne à Montpellier, et ensuite à Toulouse. En 1996 n'étant plus accusé de rien il retourne à Barcelone où il tiendra avec sa compagne une pension près des Ramblas [la Pension Vittoria], fréquentée par la mouvance libertaire française et certainement d'ailleurs. » (Marinus, 2022)

Andrès meurt à Barcelone le 24 novembre 2003 à l'âge de 52 ans. Il est incinéré à Monjuic.

En 2006 sort le film documentaire français de P. Carles, et G. Minangoy : « Ni vieux, ni traîtres » où apparaît Andrès dans un entretien réalisé en 2003 à Barcelone en compagnie de Jacques Garcin.

Marinus nous apprend aujourd'hui que Michel Mira est décédé en octobre ou novembre 2012, et que Conchi a eu un fils dans les années 1990-1991 avec un autre compagnon. Elle décèdera à Barcelone en 2011.

Texte élaboré collectivement du 16 janvier 2022

En pièce jointe une photo d'Andrès Mira datant sans doute de fin 1981 (après sa libération)
Et une photo de Conchi de 1991 (source : archives du CRAS)